

honneur. Cela ne démontre-t-il pas que si le marché nous était ouvert pour l'écoulement de notre beurre, nos bestiaux, nos moutons, notre miel, nos porcs, etc., nous pourrions les vendre avantageusement dans les grands centres américains ? Nos meilleurs animaux prendraient la route de Buffalo et de Chicago et autres villes de l'ouest, où ils viendraient en concurrence avec les races inférieures du Texas, du Mexique et des Territoires indiens ; et les consommateurs riches de ces grandes villes qui regardent moins aux prix qu'à la qualité, achèteraient certainement nos produits de préférence à des produits inférieurs.

Il en serait de même pour nos moutons. Qu'on me permette d'expliquer en peu de mots les résultats obtenus par le Canada, à cette exposition. Nos bestiaux, chevaux, moutons, porcs et volailles, ont obtenu 963 récompenses sur un total exhibé de 1,847, soit 51 pour 100. Comparons cela avec le résultat obtenu par les Américains ; sur un total de 4,005 de ces mêmes animaux exhibés, il n'ont obtenu que 1,494 récompenses, soit 37 pour 100. Cela démontre que si nous avions un marché libre pour l'écoulement de ces produits aux Etats-Unis, nous aurions un commerce considérable et lucratif.

Passons maintenant à la question du fromage. Nous savons tous que dans cette industrie le Canada a tout balayé devant lui ; ni les Etats-Unis, ni aucun autre pays n'ont pu supporter la comparaison. Le Canada n'a pas remporté moins de 392 récompenses pour son fromage, et dans certains cas, l'excellence du produit a été indiquée par 99½ points, la perfection étant de 100. Supposons maintenant que le marché américain fut ouvert à nos fromages ; supposons que nous puissions expédier nos magnifiques qualités de fromage, à Chicago, Détroit, Buffalo, New-York, Boston et autres grandes villes, ne serions-nous pas assurés d'un écoulement considérable ? Est-ce que les produits de toute nature ne sont pas assurés d'un placement immédiat dans ces grandes villes où l'on trouve une population prête à acheter et disposée à payer le prix demandé ?

Voyons encore une autre industrie. Dans l'exposition des fruits, le Canada a été de 30 pour 100 au-dessus de tout autre pays ou Etat. Quel superbe marché pour nos pommes, nos prunes, nos poires et nos pêches si l'on nous donnait le libre échange, et si nous pouvions envoyer nos meilleurs produits aux consommateurs américains. Il me faut borner ici mes remarques. J'ai exposés 12 ou 13 arguments contre la protection ; j'ai démontré que ce régime opère au détriment des 90e de notre population auxquels on impose de lourdes charges, pour l'avantage de quelques-unes. Prenons, par exemple, le cas de la Compagnie Massey-Harris. M. Massey a accumulé une fortune considérable qu'il est maintenant à distribuer. Je voudrais savoir dans quelle industrie un homme, dans l'espace de vingt ans et sans faire de profits extraordinaires, peut amasser assez de richesses pour pouvoir distribuer des fortunes à droite et à gauche ? C'est l'argent des cultivateurs canadiens qu'on distribue ainsi et cet argent leur a été pris injustement. Je regrette que le gouvernement n'ait pas jugé à propos de nous annoncer un abaissement considérable du tarif. Je regrette qu'il ne nous ait pas promis l'abolition du régime protectionniste pour le remplacer par un tarif de revenu, au lieu de faire comme aujourd'hui, de mettre la protection en premier lieu avec un revenu comme chose secondaire.

M. McMILLAN : Je désire faire quelques remarques avant la clôture du débat. J'approuve cordialement tout ce qu'a dit l'auteur de l'adresse, à propos du gouverneur général. Je suis heureux aussi de le féliciter sur la manière dont il s'est acquitté de sa tâche, car c'était une tâche bien difficile. Sur certains points, il paraît avoir été mal renseigné. Il a prétendu, par exemple, que notre commerce avec les Antilles avait augmenté, grâce à l'action du gouvernement qui y a envoyé des délégués. Je ne puis pas croire que l'honorable député a étudié la question, car il n'aurait jamais émis une telle prétention. Il y a des années, lorsque feu l'honorable John Macdonald, le grand marchand de Toronto, est allé aux Antilles, il nous fit des rapports brillants sur le commerce que nous pouvions établir avec ces pays. Et encore lorsque M. Adam Brown, de Hamilton, fut envoyé dans ces contrées, on nous dit qu'il y avait là de vastes champs pour le développement du commerce canadien. Et plus tard encore, lorsque le ministre des Finances, revint de ce pays qu'il avait visité aux dépens du peuple, on nous donna l'assurance qu'il y avait là des occasions sans pareilles pour étendre nos relations commerciales. Or, quel est l'état de la question aujourd'hui ? En 1875, notre commerce avec les Antilles était de \$3,948,000 et en 1893, il s'est élevé à \$3,145,000, soit une diminution de \$800,000 et cela en dépit des sommes considérables qu'on a dépensé pour développer ce commerce. Dernièrement, le ministre du Commerce et de l'Industrie a visité les colonies australiennes. A son retour, il a adressé la parole devant la chambre de commerce de Toronto, et il a fait un rapport flamboyant de ce qui peut être fait dans le sens d'une augmentation du commerce entre le Canada et l'Australie. Je demande quel bien le développement de notre commerce avec l'Australie peut faire à ceux qui ont besoin d'être secourus immédiatement, comme nos cultivateurs et nos ouvriers ? Le ministre du Commerce lui-même a avoué, que sur les \$8,000,000 de marchandises exportées par les Etats-Unis en Australie, les produits agricoles n'ont que pour \$63,000, tout le reste comprends des produits manufacturés. Quel avantage les cultivateurs du Canada retireront-ils d'une ligne de steamers fortement subventionnée pour transporter des instruments aratoires du Canada en Australie ? Le seul résultat sera que pendant que nos cultivateurs continueront à payer 35 pour 100 de droits sur leurs machines agricoles, leurs charges seront encore augmentées pour permettre aux manufacturiers de vendre ses mêmes machines plus avantageusement sur le marché australien.

Je me rappelle qu'il y a deux ou trois ans, le ministre des Finances, déclarait ici même que le Canada faisait déjà un commerce considérable d'instruments aratoires avec l'Australie. Il prétendit alors que M. Massey seul lui avait déclaré qu'il faisait un commerce d'environ \$300,000 par année avec ces colonies ; et il persista dans cette prétention même après que son exactitude fut émise en doute. Les événements subséquents, démontrent-ils que l'honorable ministre avait raison ? La valeur totale de nos exportations en Australie n'est que de \$208,000, et les instruments aratoires expédiés par le Canada, dans ces colonies, ne s'élèvent qu'à \$86,000.

Nous allons maintenant étudier, pendant un instant, la richesse du pays, ou plutôt la richesse de la province d'Ontario, vu que nous ne possédons pas